


MEDIAPART

FRANCE ENQUÊTE

Le financier de l'extrême droite visé par un signalement à la justice

Selon des informations de Mediapart, la cellule anti-blanchiment Tracfin a transmis, fin 2022, un signalement à la justice concernant des financements du millionnaire Charles Gave à plusieurs candidats d'extrême droite, dont Éric Zemmour.

Antton Rouget et Marine Turchi - 19 décembre 2023 à 14h34

T rès commentés pendant la campagne présidentielle d'Éric Zemmour, les financements par l'homme d'affaires Charles Gave de l'extrême droite française intéressent désormais la justice. Le service de renseignement Tracfin, qui est notamment chargé de détecter les infractions financières, a émis un signalement auprès du parquet de Marseille, fin 2022, suspectant le millionnaire d'avoir exercé illégalement la profession de banquier, en multipliant les prêts d'argent à des candidats et des personnalités du Rassemblement national (RN) puis de Reconquête, d'après des informations de Mediapart.

Charles Gave a notamment contribué, en 2020, à la campagne municipale de Stéphane Ravier (alors au RN, avant de rejoindre Éric Zemmour) et de huit de ses colistiers dans des secteurs de Marseille, pour un montant total avoisinant les 100 000 euros. L'année suivante, il a soutenu, toujours par un prêt d'une somme équivalente, le candidat RN Hervé Juvin aux régionales dans les Pays de Loire. Avant de débloquer près de 300 000 euros en faveur de la campagne présidentielle d'Éric Zemmour.

À chaque fois, ces versements ont été encadrés par des conventions de prêts, prévoyant un remboursement avec intérêts. Sur la même période, Charles Gave a également prêté de l'argent à plusieurs figures de l'extrême droite. Autant d'opérations, souvent réalisées par chèques, qui ont

attiré l'attention des agents de Tracfin et justifié un signalement à la justice. En droit, le Code monétaire et financier interdit en effet à toute personne autre qu'un établissement de crédit ou une société agréée « *d'effectuer des opérations de crédit à titre habituel* ».

Sollicité par Mediapart, le procureur de Marseille, Nicolas Bessone, n'a pas répondu sur les suites données à ce signalement. Également contacté, Charles Gave n'a pas souhaité répondre à nos questions. « *Je n'ai rien à dire, ça m'est égal, ils [Tracfin] font ce qu'ils veulent avec les impôts que je leur paye* », a simplement commenté cet ultra-libéral convaincu, avant d'écourter la conversation.

« Le montant du prêt que m'a octroyé Charles Gave, ainsi que les intérêts, figuraient dans mon compte de campagne, qui a été validé par la CNCCFP [Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques]. J'ai versé les intérêts au prêteur et l'ai intégralement remboursé. Rien d'autre à ajouter », nous a répondu Stéphane Ravier.

Sollicités par Mediapart, Éric Zemmour et Hervé Juvin n'ont pas donné suite.

Un millionnaire proche des réseaux identitaires

Charles Gave a fait fortune dans la finance à Londres, où il s'est exilé en 1981 après l'élection de François Mitterrand, puis à Hong-Kong, où il a créé la société de gestion d'actifs Gavekal. Cet économiste de 80 ans s'est fait connaître en 2003 par un essai dénonçant l'euro (*Des lions menés par des ânes*, Robert Laffont), préfacé par Milton Friedman, Prix Nobel d'économie en 1976 et fondateur de l'école de Chicago.

Au milieu des années 2010, ce supporter de Donald Trump rentre à Paris et tente de peser dans les débats politiques. À travers l'Institut des libertés, un think tank qu'il crée en 2012, mais aussi à travers ses interventions dans des médias réactionnaires, où il distille ses thèses ultralibérales, eurosceptiques et identitaires, parmi

lesquelles la théorie complotiste du « grand remplacement ». « *Dans 40 ans, [...] la majorité de la population française deviendra inéluctablement "d'origine musulmane". [...] Nécessairement cela aura de l'influence sur le système politique* », écrivait-il ainsi dans *Causeur* en 2017.

Ces dernières années, il a pris la parole dans différents événements des milieux souverainistes et identitaires, tels que le rassemblement de soutien à Génération identitaire, en 2021, lorsque le gouvernement avait annoncé la dissolution de ce groupuscule d'extrême droite, ou la « manif anti-Macron » organisée par Florian Philippot en 2022 et soutenue par les cercles complotistes ou antivax.

Parallèlement, le millionnaire a investi dans les secteurs du sport (il vole au secours du club de rugby du Biarritz Olympique, aujourd'hui dirigé par son fils, en injectant plusieurs millions d'euros en 2018), des médias (la même année il renfloue, via son fils, le magazine *Causeur* à l'occasion d'une augmentation de capital de 976 000 euros, selon *Libération*) et de la politique : il propose tour à tour de financer Nicolas Dupont-Aignan (en 2019) et Éric Zemmour (en 2021). Mais à chaque fois, son engagement tourne court en raison de désaccords personnels.

Un soutien de Dupont-Aignan puis Zemmour

En 2019, lors des élections européennes, le mécène de l'extrême droite avait prévu de financer la campagne de Nicolas Dupont-Aignan par un prêt d'un peu moins de deux millions d'euros, comme l'avait révélé *l'Opinion*. Cette avance de trésorerie était une aubaine pour le parti souverainiste, qui touchait une petite dotation publique (450 000 euros par an) et cherchait alors un prêt bancaire d'un million d'euros.

Mais la promesse était tombée à l'eau après que le candidat a retiré de sa liste la fille de Charles Gave, l'avocate Emmanuelle Gave, pressentie en position éligible, après les messages à connotation raciste de celle-ci sur les réseaux sociaux. Nicolas Dupont-Aignan « *va devoir trouver un financement car sans Charles et moi sur les listes, il est impossible de la financer* », avait réagi Emmanuelle Gave sur X (ex-Twitter).

Deux ans plus tard, c'est encore des enjeux personnels qui ont fait reculer Charles Gave. En septembre 2021, le financier avait prêté 300 000 euros, au taux de 3,3 %, à l'association des Amis d'Éric Zemmour, dans l'optique de la candidature du polémiste à la présidentielle, comme l'avait dévoilé *Le Point*.

« *Charles Gave, qui connaissait déjà Éric Zemmour, a voulu le revoir lorsque les rumeurs sur sa candidature allaient bon train, raconte à Mediapart un dirigeant de Reconquête. Il voulait absolument soutenir, donc il a rencontré un des cadres du début de campagne pour proposer son aide.* »

Sauf que cet argent n'a pas pu être affecté à la campagne présidentielle, car les prêts de personnes physiques doivent être destinés à un parti, et non à un candidat. « *Ce prêt n'a pas été intégré au compte de campagne car c'était un prêt au parti, mais nous l'avons communiqué, comme tous les prêts, à la CNCCFP* », indique le même dirigeant de Reconquête, qui affirme qu'il « *a permis de financer les dépenses du parti hors campagne* ».

Selon ce dirigeant, ce prêt a été remboursé « *dès décembre 2022 à la suite de déclarations intempestives de sa part sur le risque de non-remboursement de son prêt* ».

De fait, Charles Gave s'était rapidement inquiété de savoir ce qu'était devenu son argent, et s'il allait être remboursé. « *Ce sont 300 000 euros que nous risquons de ne jamais revoir* », avait déclaré l'un de ses proches au Point.

À ces craintes s'était ajouté un litige entre sa fille et deux proches de Sarah Knafo, qu'Emmanuelle Gave accusait de l'avoir escroquée de quelques centaines d'euros en 2019. En novembre 2021, alors qu'Éric Zemmour s'apprêtait à annoncer officiellement sa candidature à la présidentielle, le financier avait annoncé son retrait de la campagne : « *Ne comptez plus sur rien de la part de la famille Gave. Cela s'arrête officiellement ce soir* », avait indiqué son entourage au responsable du financement de l'équipe de campagne, selon *Le Point*.

À l'époque, Éric Zemmour avait évoqué « *des désaccords de fond depuis longtemps* » avec cet « *ami* ». Charles Gave souhaitait-il peser un peu trop sur la campagne au goût du

candidat ? C'est ce qu'affirme le dirigeant de Reconquête cité plus haut. « *Emmanuelle Gave nous en voulait de ne pas accorder à son père de place suffisamment importante à son goût dans le dispositif de la campagne, alors, disait-elle, qu'il avait fait un prêt. Or, nous ne sommes jamais tenus ni par ceux qui prêtent, ni par ceux qui donnent.* »

Sollicitée par Mediapart *via* son père, Emmanuelle Gave n'a pas donné suite (« *lire notre boîte noire* »).

Antton Rouget et **Marine Turchi**

Si vous avez des informations à nous communiquer, vous pouvez nous contacter à l'adresse enquete@mediapart.fr. Si vous souhaitez adresser des documents en

passant par une plateforme hautement sécurisée, vous pouvez passer par SecureDrop de Mediapart, [la marche à suivre est explicitée dans cette page](#).

Boîte noire

Joint le 18 décembre, Charles Gave a rapidement mis fin à la conversation, indiquant qu'il n'avait « *rien à dire* ». Nous avons sollicité par son intermédiaire sa fille, Emmanuelle Gave : il nous a demandé de ne plus les contacter.

Sollicités lundi 18 décembre, Hervé Juvin et Éric Zemmour n'ont pas répondu. À Reconquête, un dirigeant a cependant accepté de nous répondre, sous couvert d'anonymat. Stéphane Ravier nous a répondu par écrit.
